



C. ARTICLES DE CONVENTION

C1. REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE

[Adresse du Représentant du Ministère]

Information à fournir à l'attribution du contrat.

ÉBAUCHE

Contrat de services

Entre

Sa Majesté La Reine du chef du Canada

(appelée aux présentes « Sa Majesté »),
représentée par le ministre des Affaires
étrangères (appelé ci-après le « Ministre »)

et

[L'adresse de l'entrepreneur]

(ci-après appelé l'« Entrepreneur »)

pour

l'exécution des travaux décrits à
l'Appendice « A » – Énoncé des travaux.

C2. TITRE Chancellerie - Rapports sur l'état des immeubles, Tokyo, Japon										
C3. PÉRIODE DE CONTRAT Début :		Fin :								
C4. NUMÉRO DU CONTRAT	C5. NUMÉRO DU PROJET F-TOKYO-103	C6. DATE								
C7. DOCUMENTS CONTRACTUELS <ol style="list-style-type: none"> 1. Les présents articles de convention 2. Conditions supplémentaires (Partie « I ») 3. Conditions générales (Partie « II ») 4. Énoncé des travaux 5. Demande de propositions 6. Proposition de l'entrepreneur 7. Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité 8. Phase 1 – Exigences détaillées du REI niveau 2 <p>En cas d'incompatibilité, d'incohérences ou d'ambiguïté dans le libellé de ces documents, le document qui apparaît en tête de la liste ci-dessus prévaudra.</p>										
C8. MONTANT DU CONTRAT Sa Majesté paiera à l'entrepreneur un montant ne dépassant pas XX en dollars canadien (CAD), qui sera versé de la manière suivante :										
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Étape</th> <th>Montant</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Phase 1 – Une fois complété le rapport Niveau 2</td> <td>\$0.00</td> </tr> <tr> <td>Phase 2 – Un fois complété le rapport sur l'analyse des options</td> <td>Limite de \$</td> </tr> <tr> <td>Phase 3 – Une fois complété le rapport les enquêtes niveau 3</td> <td>Limite de \$</td> </tr> </tbody> </table>			Étape	Montant	Phase 1 – Une fois complété le rapport Niveau 2	\$0.00	Phase 2 – Un fois complété le rapport sur l'analyse des options	Limite de \$	Phase 3 – Une fois complété le rapport les enquêtes niveau 3	Limite de \$
Étape	Montant									
Phase 1 – Une fois complété le rapport Niveau 2	\$0.00									
Phase 2 – Un fois complété le rapport sur l'analyse des options	Limite de \$									
Phase 3 – Une fois complété le rapport les enquêtes niveau 3	Limite de \$									
Tous les montants sont indiqués en dollars canadien, TVA non comprise.										
C9. FACTURES Il convient d'envoyer au représentant du Ministère deux (2) copies indiquant : <ol style="list-style-type: none"> a. le montant réclamé au prorata des travaux, pour des services exécutés de manière satisfaisante; b. le montant de toute taxe (y compris la TVA) calculé conformément aux textes de lois pertinents; c. la date; d. le nom et l'adresse du destinataire; e. la description des travaux exécutés; f. le nom du projet; g. le numéro du contrat. 										
C10. LOIS PERTINENTES Les lois en vigueur dans la province de l'Ontario, Canada.										
POUR L'ENTREPRENEUR		Sceau corporatif								
_____ Signature	_____ Date									
_____ Nom et titre en lettres moulées										
POUR LE MINISTRE										
_____ Signature	_____ Date									
_____ Nom et titre en lettres moulées										

PARTIE « I » – CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES**CS1. Exigences de sécurité**

Aucunes exigences de sécurité.

CS2. Définitions

On entend par :

« Taxes applicables »

La taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH) et toute taxe provinciale, payable par le Canada en vertu de la loi, notamment la taxe de vente du Québec (TVQ) depuis le 1^{er} avril 2013.

« Équipe du promoteur »

L'équipe proposée pour fournir tous les services requis, laquelle est composée du promoteur, d'experts-conseils, de spécialistes et de sous-experts-conseils.

« Personnel clé »

Les membres du personnel du promoteur, ainsi que ceux des sous-experts-conseils et des spécialistes auxquels il se propose de faire appel pour réaliser le présent projet.

« Cote de prix »

Cote attribuée à la composante de prix de la proposition, et qui servira par la suite à établir la note de prix qui sera intégrée au calcul de la note totale lors de l'évaluation et de la cotation des propositions techniques.

« Promoteur »

Le terme « promoteur » désigne la personne ou l'entité (ou, dans le cas d'une coentreprise, les personnes ou les entités) qui dépose une proposition pour la fourniture de services liés à la présente demande de propositions. Le terme ne comprend pas la société mère, les filiales ou autres affiliées du promoteur ni ses sous-experts-conseils.

« Cote technique »

La cote attribuée aux aspects techniques des propositions dans la procédure de sélection, qui servira par la suite à établir la note pour la composante technique, qui sera intégrée au calcul de la note totale selon le pourcentage prévu à cet effet.

CS3. Structure du contrat

La Phase 1 est le contrat initial.

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens et les services décrits dans l'énoncé des travaux du contrat selon les mêmes conditions et aux prix ou aux tarifs indiqués dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option pour la Phase 2 et la Phase 3 à n'importe quel moment avant la date d'échéance du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

CS4. Exigences relatives aux permis

- 4.1. Les membres de l'équipe du promoteur et le personnel clé doivent s'entourer d'experts-conseils accrédités au Japon, certifiés ou autorisés pour fournir les services professionnels nécessaires, dans toute la mesure prescrite par les lois japonaises dans la région visée par les travaux.
- 4.2. En présentant une proposition, le promoteur atteste que son équipe et le personnel clé respectent les exigences présentées ci-dessus. Le promoteur reconnaît que le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD) se réserve le droit de vérifier tous les renseignements à ce

titre et qu'une attestation fautive ou erronée peut entraîner le rejet de la proposition, qui sera déclarée irrecevable.

CS5. Exigences en matière d'assurances

- 5.1. Le promoteur retenu devra souscrire en permanence à une assurance responsabilité professionnelle et à une assurance responsabilité civile des entreprises pour une couverture de \$1 million de dollars CAD.
- 5.2. Nulle exigence en matière d'assurances stipulée dans les documents de la demande de propositions n'aura pour effet de limiter les assurances à souscrire en vertu des lois fédérales, provinciales ou municipales. Elle ne limitera pas non plus les assurances que le promoteur retenu et les autres membres de son équipe pourront juger nécessaires, pour leur propre protection ou pour s'acquitter de leurs obligations.
- 5.3. En présentant une proposition, le promoteur atteste que lui-même et les autres membres de son équipe, le cas échéant, sont en mesure de souscrire et souscriront effectivement en permanence à une assurance responsabilité, conformément aux exigences énoncées dans les documents relatifs à la proposition.

CS6. Statut et disponibilité des ressources

Le promoteur atteste que, s'il obtient un contrat faisant suite à la demande de propositions, chaque personne proposée dans sa proposition sera disponible pour assurer les services dans le cadre d'un contrat subséquent comme l'exigent les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de propositions ou convenu avec les représentants du Canada. Si le promoteur est incapable de fournir les services d'une personne nommée dans sa proposition, le promoteur peut proposer un remplaçant qui possède au moins des qualifications et une expérience équivalentes. Le promoteur doit informer l'autorité contractante de la raison du remplacement et communiquer le nom, les qualifications et l'expérience du remplaçant proposé, pour approbation par le Canada et à sa seule et entière discrétion.

CS7. Exigences linguistiques

Les communications entre le Canada et le promoteur doivent se faire en français ou en anglais, mais non le japonais. Cette langue, une fois confirmée par le promoteur, sera considérée être la langue de sa proposition.

CS8. Débours

- 8.1. Les frais suivants doivent être inclus dans les frais exigés pour fournir les services du promoteur et ne doivent pas être remboursés séparément :
 - (a) les coûts de reproduction et de livraison des dessins, des dossiers de conception et dessin assistés par ordinateur, des devis et des autres documents techniques précisés dans la demande de propositions;
 - (b) les frais de bureau courants tels que la photocopie, le matériel informatique, le service Internet, les frais de téléphonie cellulaire, d'appels interurbains et de télécopie, y compris les frais encourus entre le bureau principal du promoteur et ses bureaux auxiliaires ou entre le bureau du promoteur et ceux des autres membres de l'équipe;
 - (c) les frais d'expédition et de livraison par messenger spécial pour les livrables spécifiés dans la demande de propositions;
 - (d) le traçage;
 - (e) les matériaux de présentation;
 - (f) les frais de stationnement;
 - (g) les frais de taxi;
 - (h) les temps de déplacement;

- (i) les dépenses de déplacement;
 - (j) le bureau de projet local;
 - (k) tous les frais de transfert électronique ou d'hébergement doivent être ajoutés ici pour la gestion des données.
- 8.2. Les frais suivants engagés d'une façon raisonnable par le promoteur, qui sont liés aux services et approuvés par le représentant du Ministère, seront remboursés au promoteur au coût réel :
- (a) les frais supplémentaires liés aux phases optionnelles 2 et 3 pour le transport des échantillons de matériaux et des modèles;
 - (b) les frais supplémentaires liés aux phases optionnelles 2 et 3 du projet pour le transport et le logement seront remboursés selon la Directive sur les voyages du Conseil national mixte (CNM) (<http://www.njc-cnm.gc.ca/directive/index.php?dlabel=travel-voyage&lang=fra&did=10&merge=2>); et
 - (c) les autres débours supplémentaires liés aux phases optionnelles 2 et 3.
- 8.3. Les débours doivent être liés au projet et ne comprennent pas les dépenses d'exploitation normales de l'entreprise du promoteur. Les sommes payables ne doivent pas être supérieures au montant indiqué dans la demande de propositions, à moins d'une autorisation préalable du représentant du Ministère.

PARTIE « II » – CONDITIONS GÉNÉRALES

CG1 INTERPRÉTATION

- 1.1** Dans le présent contrat,
- 1.1.1** « Contrat » signifie un accord conclu entre Sa Majesté et un entrepreneur pour l'acquisition par le Canada, ou la fourniture à celui-ci, de marchandises et/ou de services;
- 1.1.2** « Invention » s'entend de tout nouvel art, processus, machine, fabrication ou composition de matière, ou toute amélioration nouvelle et utile de ceux-ci;
- 1.1.3** « Ministre » désigne le ministre des Affaires étrangères et toute personne dûment autorisée à agir au nom du Ministre ».
- 1.1.4** « Travaux » désigne, sauf disposition contraire du contrat, tout ce qui doit être fait, fourni ou livré par l'entrepreneur pour l'accomplissement de ses obligations en vertu du contrat;
- 1.1.5** « Représentant du Ministère » comprend le fonctionnaire ou l'employé désigné par les Articles de convention, y compris une personne autorisée par le représentant du Ministère à exercer en son nom les fonctions prévues au contrat. Un représentant du Ministère peut, parfois, agir en tant que responsable technique;
- 1.1.6** « Responsable technique » (également appelé parfois « chargé de projet » : fonctionnaire canadien chargé d'inspecter l'exactitude de tous les aspects des travaux tels qu'ils sont décrits dans l'Énoncé des travaux.
- 1.1.7** « Jours » correspond à des jours civils continus, y compris les fins de semaine et les congés fériés ;
- 1.1.8** Les titres utilisés dans ces conditions générales sont insérés pour faciliter la référence seulement et ne doivent pas modifier leur interprétation;
- 1.1.9** Dans le contrat, les termes utilisés au singulier comprennent le pluriel, et vice versa, et les termes employés au masculin comprennent le féminin et le neutre.

CG2 SÉCURITÉ DE L'INFORMATION

- 2.1** Conformément à la politique ministérielle sur la sécurité informatique, toutes les disquettes, qu'il s'agisse de logiciels ou de données, doivent être vérifiées par balayage pour la détection des virus. Il faut obtenir l'approbation de la Direction générale de la gestion de l'information et de la technologie/SXD avant de télécharger tout logiciel, programme ou donnée informatiques dans tout ordinateur ministériel.
- 2.2** Le non-respect de cette exigence pourrait entraîner l'exclusion de votre organisme de l'étude en vue de travaux futurs dans le cadre de marchés avec Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada.

CG3 SUCESSEURS ET AYANTS DROIT

- 3.1** Le présent marché est au bénéfice des parties ainsi que de leurs héritiers légitimes, exécuteurs testamentaires, administrateurs successoraux, successeurs et ayants droit, qui tous seront liés par ses dispositions.

CG4 CESSION

- 4.1** Le présent marché ne pourra être cédé, en totalité ou en partie, par l'entrepreneur sans le consentement écrit préalable du Ministre. Toute cession faite sans ce consentement sera nulle et sans effet.
- 4.2** Nulle cession du marché ne libérera l'entrepreneur d'une quelconque obligation prévue par le contrat ni n'imposera une quelconque responsabilité à Sa Majesté ou au Ministre, sauf convention écrite par le Ministre à l'effet contraire.

CG5 LES DÉLAIS SONT DE RIGUEUR

- 5.1** Les délais sont de rigueur dans le présent contrat.
- 5.2** Tout retard pris par l'entrepreneur à honorer les obligations découlant du contrat, qui est causé par des événements indépendants de sa volonté et qui n'aurait pu être ni prévu ni évité par des mesures raisonnables à sa disposition, constitue un retard excusable. Ces événements peuvent comprendre, sans toutefois s'y limiter : une catastrophe naturelle, un acte de Sa Majesté, un acte d'une administration locale ou d'un gouvernement provincial, un incendie, une inondation, une épidémie, des restrictions phytosanitaires, une grève ou autre agitation ouvrière, un embargo sur les expéditions ou des conditions météorologiques exceptionnellement mauvaises.
- 5.3** L'entrepreneur avisera le Ministre de l'événement à l'origine du retard excusable tout de suite après l'événement. Dans l'avis, il exposera les raisons et les circonstances du retard, et indiquera la partie des travaux touchée par le retard. À la demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur fournira la description, sous une forme convenant au Ministre, des plans de redressement, y compris les sources d'approvisionnement de rechange et tout autre moyen qu'emploiera l'entrepreneur pour rattraper le retard et prévenir un autre retard. Une fois les plans de redressement approuvés par écrit par le Ministre, l'entrepreneur les mettra en oeuvre et emploiera tous les moyens raisonnables pour récupérer le temps perdu par suite du retard excusable. L'entrepreneur paiera les coûts supplémentaires causés par le retard.
- 5.4** Faute de donner les avis exigés dans le contrat, tout retard qui constituerait un retard excusable sera réputé non excusable.
- 5.5** Même si l'entrepreneur se conforme aux exigences de la clause CG5.3, Sa Majesté peut exercer le droit de résiliation prévu à la clause CG8.

CG6 INDEMNISATION

- 6.1** L'entrepreneur tient indemne et à couvert Sa Majesté et le Ministre à l'égard de l'ensemble des réclamations, pertes, dommages, coûts, dépenses, poursuites en justice et autres procédures, faits, soutenus, portés en justice, poursuivis, menacés d'être portés en justice ou poursuivis, qui sont, d'une manière ou d'une autre, attribuables à, fondés sur ou occasionnés par toute blessure ou décès d'une personne, ou tout dommage à un bien ou toute perte d'un bien découlant d'un acte volontaire ou d'une négligence, d'une omission ou

- d'un retard de la part de l'entrepreneur ou de ses employés ou agents dans le cadre de l'exécution des travaux, ou qui résultent de ces travaux. Tout privilège, créance, saisie, sûreté ou charge sur (ou à l'égard de) tout matériel, partie, travaux en cours ou achevés, fournis au Canada ou à l'égard desquels un paiement a été fait par le Canada.
- 6.2** L'entrepreneur indemniser Sa Majesté et le Ministre pour tous les coûts, frais et dépenses et autres supportés ou engagés dans (ou au sujet de) toutes les réclamations, actions, poursuites et procédures pour l'utilisation d'une invention revendiquée dans un brevet, ou pour le non-respect ou le non-respect présumé de tout brevet ou de tout dessin industriel déposé, ou de tout droit d'auteur découlant de l'exécution des obligations de l'entrepreneur en vertu du contrat, et à l'égard de l'utilisation ou de l'aliénation par Sa Majesté d'une chose quelconque fournie en vertu du contrat.
- 6.3** L'obligation qui incombe à l'entrepreneur d'indemniser ou de rembourser Sa Majesté en vertu du marché n'empêche pas celle-ci d'exercer tout autre droit que lui confère la loi.
- 6.4** L'entrepreneur déclare qu'il n'est pas un employé, un fonctionnaire ou un agent de Sa Majesté et qu'il ne se présentera pas ou ne se fera pas passer comme tel auprès de tiers. Dans la mesure où des tiers, sur la foi des représentations données par l'entrepreneur, considèrent ce dernier comme un agent ou un employé du Ministre, l'entrepreneur convient d'indemniser le Ministre de toute perte ou de tout dommage et des coûts causés, de ce fait, par ces tiers.
- CG7 Avis**
- 7.1** Tout avis, demande, ordre, consentement, décision ou toute autre communication que l'une ou l'autre des parties est tenue de donner en application du présent marché, doit être donné par écrit et est présumé avoir été réellement transmis :
- 7.1.1** s'il est signifié personnellement au représentant du Ministère ou à celui de l'expert-conseil (selon le cas), le jour de la signification; ou
- 7.1.2** s'il est envoyé par courrier recommandé, le jour où le récépissé postal est signé par l'autre partie; ou
- 7.1.3** s'il est envoyé par télécopieur ou par un autre moyen électronique, trois (3) jours après sa transmission.
- 7.2** L'adresse de l'une ou l'autre des parties contractantes ou de la personne autorisée à recevoir les avis peut être modifiée à l'aide d'un avis donné de la façon mentionnée dans la présente disposition.
- CG8 RÉSILIATION OU SUSPENSION**
- 8.1** Le Ministre peut, par l'envoi d'un avis à l'entrepreneur, résilier ou suspendre les travaux concernant la totalité, une partie ou des parties des travaux non achevés. L'entrepreneur devra achever les parties des travaux non touchées par l'avis de résiliation. Des avis additionnels peuvent être donnés ultérieurement pour différentes parties du marché.
- 8.2** Tous les travaux achevés par l'entrepreneur à la satisfaction de Sa Majesté avant l'envoi d'un tel avis seront payés par Sa Majesté, conformément aux dispositions du contrat.
- 8.3** Tous travaux non achevés avant l'envoi d'un tel avis devront être payés à l'entrepreneur par Sa Majesté, selon les modalités suivantes :
- 8.3.1** le montant de toutes dépenses d'immobilisation réellement engagées, seulement si elles ont été explicitement autorisées en vertu du contrat ou approuvées par écrit par le Ministre aux fins du contrat, moins tout amortissement connexe déjà pris en considération dans la détermination du coût, dans la mesure où les dépenses d'immobilisation sont convenablement réparties sur l'exécution du marché;
- 8.3.2** tous les coûts et faux-frais de la résiliation des travaux ou d'une partie de ceux-ci, notamment le coût de l'annulation des obligations incombant à l'entrepreneur en ce qui a trait aux travaux ou à la partie de ceux-ci qui sont résiliés; mais cela ne comprend pas le coût des indemnités de cessation d'emploi ou des dommages versés aux employés dont les services ne sont plus nécessaires par suite de la résiliation;
- 8.3.3** quand Sa Majesté paie les coûts d'inventaire en vertu de la clause CG8, cet inventaire doit revenir à Sa Majesté.
- 8.4** Le paiement et le remboursement en vertu des dispositions de la clause CG8 ne seront effectués que dans la mesure où il est établi à la satisfaction du Ministre que les coûts et dépenses ont été réellement engagés par l'entrepreneur et qu'ils sont justes et raisonnables et convenablement attribuables à la résiliation ou à la suspension des travaux ou d'une partie de ceux-ci.
- 8.5** L'entrepreneur n'aura pas droit au remboursement de tout montant qui, joint à tous les montants payés ou devenant dus à l'entrepreneur en vertu du contrat, dépasse le montant du contrat applicable aux travaux ou à une partie particulière de ceux-ci.
- 8.6** L'entrepreneur ne présentera aucune réclamation de dommages, compensation, perte de profit, allocations ou autres causés par toute mesure prise ou avis donné par le Ministre ou en découlant directement ou indirectement, en vertu des dispositions de la clause CG8, sauf si cela est expressément prévu dans ladite clause.
- CG9 RÉSILIATION ATTRIBUABLE AU MANQUEMENT DE L'ENTREPRENEUR**
- 9.1** Sa Majesté peut, au moyen d'un avis à l'entrepreneur, résilier la totalité ou partie du présent contrat :
- 9.1.1** si l'entrepreneur devient failli ou insolvable, ou s'il fait l'objet d'une ordonnance de séquestre ou fait cession de ses biens au bénéfice de ses créanciers, ou si une ordonnance est rendue ou une résolution adoptée en vue de la liquidation de l'entrepreneur, ou si l'entrepreneur invoque le bénéfice d'une loi en vigueur qui se rapporte aux débiteurs faillis ou insolvable; ou
- 9.1.2** si l'entrepreneur manque de respecter une de ses obligations en vertu du contrat ou si, de l'avis du Ministre, il ne progresse pas suffisamment et compromet ainsi l'exécution du marché conformément aux modalités établies.
- 9.2** Si Sa Majesté résilie les travaux en totalité ou en partie en vertu de la clause CG9.1, Sa Majesté peut prendre des dispositions, selon les modalités et de la manière

- qu'elle jugera à propos, pour que toute partie des travaux prévue par le contrat et résiliée soit exécutée, et l'entrepreneur sera responsable envers Sa Majesté des coûts excédentaires se rapportant à l'exécution de ces travaux.
- 9.3** Dès la résiliation des travaux selon la clause CG9.1, le Ministre pourra obliger l'entrepreneur à remettre et à transférer à Sa Majesté, de la manière et dans la mesure précisées par le Ministre, le titre de propriété des ouvrages terminés qui n'ont pas été livrés et acceptés avant ladite résiliation, ainsi que les matériaux ou travaux en cours que l'entrepreneur aura expressément acquis ou produits pour l'exécution du contrat. Sa Majesté paiera à l'entrepreneur, pour l'ensemble des travaux terminés qui auront été livrés conformément à une telle directive, et acceptés par Sa Majesté, le coût pour l'entrepreneur desdits travaux, ainsi que la part proportionnelle de tous honoraires fixés par ledit contrat, et elle paiera ou remboursera à l'entrepreneur le coût juste et raisonnable pour ce dernier de tous les matériaux ou travaux en cours livrés à Sa Majesté conformément à une telle directive. Sa Majesté pourra retenir des sommes dues à l'entrepreneur les sommes qui, selon le Ministre, seront nécessaires pour protéger Sa Majesté contre les coûts excédentaires de l'exécution des travaux.
- 9.4** L'entrepreneur n'aura pas droit au remboursement de tout montant qui, joint à tous les montants payés ou devenant dus à l'entrepreneur en vertu du contrat, dépasse le montant du contrat applicable aux travaux ou à une partie particulière de ceux-ci.
- 9.5** Si, après avoir envoyé un avis de résiliation en vertu de la clause CG9.1, le Ministre établit que le manquement de l'entrepreneur est dû à des causes indépendantes de la volonté de ce dernier, l'avis de résiliation sera réputé avoir été envoyé en vertu de la clause CG8.1, et les droits et obligations des parties en cause seront régis par la clause CG8.
- CG10 CRÉDITS PARLEMENTAIRES**
- 10.1** Conformément à l'article 40 de la *Loi sur la gestion des finances publiques du Canada*, tout paiement en vertu du marché est subordonné à l'existence d'un crédit particulier ouvert pour l'exercice au cours duquel des engagements découlant du marché sont susceptibles d'arriver à échéance.
- CG11 MEMBRES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES**
- 11.1** Aucun membre de la Chambre des communes du Canada ne sera admis à prendre part au présent marché dans son ensemble ou en partie, ni à en tirer un quelconque avantage.
- CG12 COMPTES ET VÉRIFICATION**
- 12.1** L'entrepreneur devra tenir les comptes et des registres du coût pour lui-même des travaux et de toutes les dépenses ou engagements qu'il a faits en liaison avec ceux-ci, et il devra garder toutes les factures, reçus et pièces justificatives connexes. L'entrepreneur ne devra, sans le consentement préalable écrit du Ministre, aliéner aucun de ces comptes, registres, factures, reçus ou pièces justificatives, jusqu'à expiration de six (6) années après le paiement final en vertu du présent contrat, ou jusqu'au règlement du
- plus tardif de toutes les réclamations et de tous les différends non réglés.
- 12.2** Tous ces comptes et registres ainsi que toutes les factures, reçus et pièces justificatives devront en tout temps, pendant la période de conservation indiquée dans la clause CG12.1, être ouverts à la vérification, l'inspection et l'examen par les représentants autorisés du Ministre, qui peuvent en faire des copies et en prendre des extraits. L'entrepreneur fournira toutes les facilités pour de telles vérifications et inspections, de même que toute l'information dont les représentants du Ministre sont susceptibles d'avoir besoin, de temps à autre, au sujet de ces comptes, registres, factures, reçus et pièces justificatives.
- CG13 CONFLIT D'INTÉRÊTS**
- 13.1** L'entrepreneur déclare qu'il n'a, dans les affaires d'un tiers, aucun intérêt pécuniaire qui pourrait produire ou sembler produire un conflit d'intérêts relativement à l'exécution des services et, si un intérêt devait survenir pendant la durée de vie du présent Accord, l'entrepreneur le déclarera immédiatement par écrit au représentant du Ministère.
- 13.2** L'une des conditions du présent contrat prévoit que nul ancien titulaire d'une charge publique qui ne se conforme pas aux dispositions du *Code canadien régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat*, n'est admis à tirer directement avantage du marché.
- CG14 STATUT DE L'ENTREPRENEUR**
- 14.1** Le présent contrat est un contrat de prestation de service et l'entrepreneur est engagé, en vertu du contrat, en tant qu'entrepreneur indépendant, aux fins de la livraison d'une marchandise ou de marchandises et/ou de la prestation d'un service. Ni l'entrepreneur, ni aucun de ses employés n'est engagé en vertu du contrat en tant qu'employé, fonctionnaire ou agent de Sa Majesté. L'entrepreneur convient qu'il est l'unique responsable de tous les paiements et/ou déductions qui doivent être faits, y compris pour le Régime de pensions du Canada ou le Régime des rentes du Québec, l'assurance-emploi, le régime d'indemnisation des accidents du travail ou l'impôt sur le revenu.
- CG15 GARANTIE**
- 15.1** Nonobstant l'inspection et l'acceptation des travaux par le Canada ou au nom de celui-ci, et sans restriction d'aucune autre disposition du contrat ou d'aucune condition, garantie ou disposition signifiée ou imposée par la loi, l'entrepreneur assure que, pendant une période de douze (12) mois à partir de la date de livraison ou, si l'acceptation a lieu à une date ultérieure, à partir de la date d'acceptation ou, dans le cas d'une autre période, comme cela est indiqué dans l'accord écrit conclu entre les parties, les travaux qui seront exécutés seront exempts de tout vice dans la conception, les matériaux ou l'exécution, et seront conformes aux exigences du contrat, étant entendu qu'en ce qui concerne les biens du gouvernement, la garantie de l'entrepreneur couvrira seulement sa propre participation aux travaux. Par ailleurs, l'entrepreneur a l'obligation de respecter toute autre garantie prévue par la loi.

- 15.2** Dans l'éventualité d'un défaut ou d'un manque de conformité dans une partie quelconque des travaux pendant la période de garantie définie dans les clauses CG15.1 et CG15.5, l'entrepreneur devra, à la demande du Ministre, réparer, remplacer ou rendre autrement satisfaisant, selon son choix et à ses frais, la partie des travaux jugée défectueuse ou non conforme aux exigences du marché.
- 15.3** Les travaux, ou toute part de ceux-ci, jugés défectueux ou non conformes seront retournés dans les installations de l'entrepreneur aux fins de remplacement, réparation ou d'un rétablissement satisfaisant, étant entendu que si, de l'avis du Ministre, il n'est pas indiqué de retirer les travaux de l'endroit où ils se trouvent, l'entrepreneur effectuera toute réparation ou tout rétablissement nécessaire des travaux sur ce lieu et, dans la mesure où le défaut ne se produit pas pendant la période de garantie, percevra le coût juste et raisonnable (y compris le montant des frais raisonnables de déplacement et de subsistance) engagé pour ce faire, sans qu'aucune allocation ne soit versée en cela à titre de profit, moins un montant égal au coût de rectification du défaut ou de la non-conformité dans les installations de l'entrepreneur.
- 15.4** Le Canada paiera les frais de transport associés au retour de tous travaux ou d'une partie de ceux-ci dans les installations de l'entrepreneur en vertu de la clause CG15.3, et l'entrepreneur paiera les frais de transport associés à l'envoi des travaux de remplacement ou au retour des travaux ou de partie de ceux-ci, une fois rectifiés, au point de livraison indiqué dans le contrat, ou un coût moindre, le cas échéant, pour transporter les travaux ou partie de ceux-ci à un autre endroit indiqué par le responsable technique.
- 15.5** La période de garantie exposée dans la clause CG15.1 sera prolongée de la durée de toute période, pendant la durée de vie de la garantie, y compris toute prolongation de ce type, au cours de laquelle les travaux ne sont pas disponibles pour une utilisation ou ne peuvent être utilisés à cause d'un défaut ou d'une non-conformité mentionnée dans cette partie, moins la durée de tout retard mis par le Canada à informer l'entrepreneur du défaut ou de la non-conformité ou à retourner le travail ou la partie de celui-ci aux installations de l'entrepreneur. Au moment du retour du travail ou de la partie restante, y compris toute prolongation de ce type.
- 15.6** Les garanties exposées dans la clause CG15.1 s'appliqueront à toute partie des travaux réparée, remplacée ou autrement rendue satisfaisante en vertu de la clause CG15.2, pendant la plus grande des périodes suivantes :
- 15.6.1** la période de garantie restante en vertu de la clause CG15.5, ou
- 15.6.2** quatre-vingt-dix (90) jours, ou une autre période de ce genre comme cela est indiqué à cette fin dans l'accord écrit entre les parties.
- 15.7** Toutes les dispositions des clauses CG15.2 à CG15.6 inclusivement s'appliquent (avec des changements minimales selon les nécessités du contexte) à toute partie des travaux jugée défectueuse ou non conforme au contrat pendant cette période.
- 16.1** Aucun changement de conception, aucune modification des travaux ou du contrat ne sera contraignante, à moins d'être incorporée dans le contrat sous forme d'exposé écrit des modifications ou des changements de conception, validé par les représentants autorisés du Ministre et de l'entrepreneur.
- 16.2** Bien que l'entrepreneur puisse discuter avec le responsable technique de tous les changements ou modifications proposés de l'étendue des travaux, le Canada ne sera pas tenu responsable du paiement des coûts de ces changements ou modifications tant qu'ils n'auront pas été incorporés dans le contrat conformément à la clause CG16.1.
- 16.3** Aucune renonciation ne sera valide, contraignante ou ne touchera les droits des parties à moins d'être faite par écrit par l'autorité contractante dans le cas d'une renonciation faite par le Canada, et par le représentant autorisé de l'entrepreneur dans le cas d'une renonciation faite par l'entrepreneur.
- 16.4** La renonciation par une partie à l'inexécution d'une modalité ou d'une condition quelconque du contrat n'empêchera pas la mise en application de cette modalité ou de cette condition par cette partie en cas d'inexécution ultérieure et ne sera pas réputée ou interprétée comme une renonciation à une quelconque inexécution ultérieure.
- CG17 INTÉGRALITÉ DU CONTRAT**
- 17.1** Le contrat constitue l'intégralité de l'accord conclu entre les parties sur l'objet concerné et annule toute négociation, communication ou entente antérieure sur le même objet, à moins qu'elle ne soit incorporée par renvoi dans le contrat.
- CG18 LANGUES OFFICIELLES**
- 18.1** Conformément à la *Loi sur les langues officielles*, tous les sondages, questionnaires, rapports ou autres formulaires peuvent devoir être rédigés ou établis dans les deux langues officielles à l'appréciation du représentant du Ministère.
- CG19 RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS**
- 19.1** Toute information de nature confidentielle touchant aux affaires de Sa Majesté, à laquelle il est donné à l'entrepreneur ou au représentant, employé ou agent de ce dernier d'accéder en raison des travaux à accomplir en vertu du présent marché, doit être traitée comme de l'information confidentielle, aussi bien pendant qu'après la prestation des services.
- 19.2** Toutes les personnes travaillant dans les locaux d'Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada en vertu d'un contrat doivent signer une déclaration de confidentialité et accepter de passer une vérification de sécurité au niveau prescrit pour les travaux confiés. Les droits d'accès aux locaux et au matériel d'Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada cesseront à la fin du contrat.
- CG20 PAIEMENT**
- 20.1** Les paiements effectués dans le cadre du présent contrat, à l'exception des avances ou paiements anticipés, seront conditionnels à l'exécution, la bonne fin et la livraison des travaux ou de toute partie de ceux-ci à la satisfaction du Ministre, mais assujettis à

CG16 MODIFICATIONS ET RENONCIATIONS

- la présentation d'une demande de paiement au représentant du Ministère.
- 20.2** Sous réserve de l'existence du crédit parlementaire et du respect de la clause CG20.1, le Ministre procédera au paiement :
- 20.2.1** dans le cas d'un paiement anticipé, dans les trente (30) jours de la signature du présent contrat par les deux parties, ou dans les trente (30) jours de la réception d'une facture demandant un paiement, selon la date la plus tardive;
- 20.2.2** dans le cas de paiements échelonnés, dans les trente (30) jours suivant la réception des travaux dûment terminés ou d'un rapport sur l'avancement des travaux, ou dans les trente (30) jours suivant la réception d'une facture demandant de procéder au paiement, selon la date la plus tardive;
- 20.2.3** dans le cas d'un paiement final, dans les trente (30) jours suivant la réception des travaux dûment terminés ou dans les trente (30) jours suivant la réception d'une facture demandant de procéder au paiement, selon la date la plus tardive.
- 20.3** Aux fins du présent contrat, une journée complète correspond à toute période de sept heures et demie (7 h 30) dans une période de vingt-quatre (24) heures.
- 20.4** Si l'entrepreneur est engagé pour l'exécution des travaux pour une période supérieure ou inférieure à une journée complète, il sera payé au prorata du taux de traitement journalier de la société qui correspond au nombre d'heures pendant lesquelles l'entrepreneur a été engagé.
- 20.5** Si Sa Majesté s'oppose au contenu de la facture ou des documents à l'appui, elle devra, dans les quinze (15) jours suivant leur réception, aviser le fournisseur de la nature de l'objection. « Formulaire de la facture » signifie une facture qui contient la documentation à l'appui ou qui est accompagnée de celle-ci, comme l'exige Sa Majesté. Si Sa Majesté ne donne pas suite dans les quinze (15) jours, la date stipulée dans la clause CG20.1 servira dans l'unique but de calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.
- 20.6** Par dérogation à toute autre disposition du contrat, le paiement ne sera versé à l'entrepreneur que si, en ce qui concerne toute partie des travaux pour laquelle le paiement est exigé, l'entrepreneur a établi sur demande et à la satisfaction du Ministre, qu'elle était exempte de tout privilège, créance, saisie, sûreté ou charge.
- CG21 INTÉRÊT SUR LES COMPTES EN SOUFFRANCE**
- 21.1** Aux fins de la présente partie :
- 21.1.1** « Taux moyen » signifie la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte canadien en vigueur chaque jour, à 16 h, heure normale de l'Est, pour le mois civil immédiatement antérieur à la date de paiement, et « taux d'escompte » s'entend du taux d'intérêt fixé de temps à autre par la Banque du Canada, c'est-à-dire le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.
- 21.1.2** « Date de paiement » correspond à la date que porte le titre négociable tiré par le receveur général du Canada et remis aux fins de payer une somme exigible.
- 21.1.3** Un montant est « dû et exigible » quand il est dû par le Canada à l'entrepreneur et exigible par ce dernier, conformément aux termes du contrat.
- 21.1.4** Un montant est « en souffrance » quand il demeure impayé le lendemain du jour où il est devenu exigible.
- 21.1.5** Le Canada versera à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen annuel majoré de trois pour cent (3 %), sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance, jusqu'au jour qui précède la date de paiement y compris. L'intérêt est versé sans avis de la part de l'entrepreneur.
- 21.1.6** Le Canada ne versera pas d'intérêts en application de la présente clause lorsqu'il n'est pas responsable du retard à payer l'entrepreneur.
- 21.1.7** Le Canada ne versera pas d'intérêts sur les paiements anticipés ou avances dus.
- CG22 TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES/TAXE DE VENTE HARMONISÉE (TPS/TVH), TVA OU AUTRES IMPÔTS DE DROIT COMMUN**
- 22.1** Sauf disposition contraire, dans le présent contrat, tous les prix et montants sont indiqués hors TPS, TVH, TVA ou autres impôts de droit commun. La taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH), la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ou autres impôts de droit commun, selon ce qui est applicable, viennent en sus du prix indiqué dans le présent contrat et seront payés par le Canada.
- 22.2** Le montant estimatif de la TPS, de la TVH, de la TVA ou des autres impôts de droit commun est inclus dans le coût estimatif total. Dans la mesure où ils sont applicables, la TPS, la TVH, la TVA ou les autres impôts de droit commun seront incorporés dans toutes les factures et réclamations de paiement partiel et indiqués comme un article séparé sur ces documents. Tous les articles détachés, exonérés ou auxquels la TPS, la TVH, la TVA ou les autres impôts de droit commun ne s'appliquent pas seront indiqués comme tels sur toutes les factures. L'entrepreneur accepte de payer à l'organisme gouvernemental pertinent tous les montants de TPS, TVH, TVA ou autres impôts de droit commun payés ou dus.
- CG23 INCAPACITÉ DE CONCLURE UN CONTRAT AVEC LE GOUVERNEMENT**
- 23.1** L'entrepreneur atteste que lui-même, ses employés et ses représentants n'ont pas été trouvés coupables d'infraction en vertu des dispositions suivantes du *Code criminel* :
- 23.1.1** Article 121, Fraudes envers le gouvernement;
- 23.1.2** Article 124, Achat ou vente d'une charge; ou
- 23.1.3** Article 418, Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté.
- (Le paragraphe 750(3) du *Code criminel* stipule que nulle personne déclarée coupable d'une infraction visée aux articles précédents n'a qualité, après cette déclaration de culpabilité, pour passer un contrat avec le gouvernement, pour recevoir un avantage en vertu d'un contrat avec le gouvernement ou pour occuper une fonction relevant de Sa Majesté.)

CG24 CERTIFICATION – COMMISSIONS

- 24.1** L'entrepreneur atteste ne pas avoir versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, une commission pour le démarchage, la négociation ou l'obtention du présent marché, à quiconque sauf à un employé agissant dans le cadre normal de ses fonctions, et il s'engage à ne jamais le faire.
- 24.2** Tous les comptes et dossiers relatifs aux versements d'honoraires ou d'autres rémunérations pour le démarchage, l'obtention ou la négociation du présent marché sont assujettis aux dispositions du contrat relatives aux comptes et à la vérification.
- 24.3** Si l'entrepreneur fait une fausse attestation en application de la présente disposition, ou ne s'acquiesce pas des obligations que celle-ci lui impose, le Ministre peut soit retirer les travaux des mains de l'entrepreneur pour manquement, soit recouvrer de l'entrepreneur le plein montant de la commission, notamment en le défalquant du prix indiqué dans le présent contrat.
- 24.4** Dans la présente clause :
- 24.4.1** « Commission » signifie tout paiement ou autre rémunération qui dépend ou est calculé en fonction du succès obtenu en rapport avec le démarchage, la négociation ou l'obtention d'un contrat du gouvernement, en totalité ou en partie.
- 24.4.2** « Employé » s'entend d'une personne avec laquelle l'entrepreneur a des rapports employeur-employé.
- 24.4.3** « Personne » désigne une personne physique ou un groupe de personnes physiques, une personne morale, une société en nom collectif, une organisation ou une association et, notamment toute personne qui doit s'enregistrer auprès du greffier en application de l'article 5 de la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*, L.R.C. (1985), ch. 44 (4^e suppl.), parfois modifiée.

CG25 TAXE DE VENTE PROVINCIALE

- 25.1** Les marchandises et/ou services commandés/achetés par le présent contrat sont pour l'usage d'Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada qui en fait l'acquisition avec des fonds de l'État, et ne sont donc pas assujettis à une taxe de vente provinciale visible.

CG26 SANCTIONS INTERNATIONALES

- 26.1** De temps en temps, conformément à ses obligations à l'égard des Nations Unies ou d'autres obligations internationales, le Canada peut imposer des restrictions relativement au commerce, aux opérations financières ou autres échanges avec un pays étranger ou ses ressortissants. Ces sanctions peuvent être mises en œuvre par voie de règlement en vertu de la *Loi sur les Nations Unies*, L.R.C. (1985), ch. U-2, de la *Loi sur les mesures économiques spéciales*, L.C. (1992), ch. 17, ou de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, L.R.C. (1985), ch. E-19. Lors de l'exécution du marché, l'entrepreneur accepte de respecter les règlements qui sont en vigueur à la date effective du marché, et il exigera que ses sous-traitants du premier niveau fassent de même.
- 26.2** L'entrepreneur accepte que le Canada se fonde sur l'engagement de l'entrepreneur énoncé dans la clause CG26.1 pour conclure le marché et qu'advenant violation dudit engagement, le Canada est en droit de

résilier le marché en vertu des dispositions du contrat qui concernent le manquement de l'entrepreneur et de réclamer à celui-ci des dommages-intérêts et les frais de réapprovisionnement qu'occasionnera la résiliation. Les pays ou les groupes qui sont actuellement visés par des sanctions économiques canadiennes sont énumérés dans le site d'Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada : <http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

- 26.3** Le Canada fera tout son possible pour publier régulièrement ces règlements sur son babillard électronique, à titre de collaboration avec l'entrepreneur. Ce dernier reconnaît cependant que le texte publié dans la Gazette du Canada, Partie II, est le seul à faire autorité, et il renonce à toute réclamation à l'endroit du Canada, du Ministre ou de leurs employés ou agents, à l'égard de tous coûts, pertes ou dommages résultant de l'utilisation du texte d'un règlement reproduit sur le babillard électronique.
- 26.4** Si le marché est conclu avant l'imposition d'une sanction décrite à la clause CG26.1, Sa Majesté se réserve le droit de mettre fin au marché, conformément à la clause CG8.

CG27 STATUT ET REMPLACEMENT DU PERSONNEL

- 27.1** Si, à n'importe quel moment du contrat, l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir les services d'une personne qui doit exécuter le travail prévu au contrat, il est tenu de fournir immédiatement les services d'un remplaçant dont les qualités et l'expérience sont semblables. L'entrepreneur avisera le Ministre dès que possible :
- 27.1.1** du motif du remplacement de la personne qui doit exécuter le travail;
- 27.1.2** du nom du remplaçant proposé ainsi que de ses qualités et de son expérience;
- 27.1.3** il fournira également la preuve que cette personne possède l'autorisation de sécurité exigée et accordée par le Canada, le cas échéant.
- 27.2** Le Ministre peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux et l'entrepreneur est alors tenu de se conformer sans délai à cet ordre et de retenir les services d'un autre remplaçant, conformément à la clause CG27.1.
- 27.3** Le fait que le Ministre n'ordonne pas qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux n'aura pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.
- 27.4** Si l'entrepreneur a l'intention de recourir, pour l'exécution de ce contrat, à une ou des personnes qui ne sont pas ses employés, il atteste ici que cette ou ces personnes ne sont soumises à aucune clause restrictive relevant des mesures de restriction d'échange qui la ou les empêcherait de fournir leurs services dans le cadre de ce travail, et l'entrepreneur atteste ici qu'il a l'autorisation écrite de cette personne (ou de l'employeur de celle-ci) d'offrir ses services dans le cadre des travaux à réaliser pour exécuter ce contrat.

CG28 POTS-DE-VIN

L'entrepreneur déclare et convient qu'aucun pot-de-vin, présent, bénéfice ou autre avantage n'a été ni ne

sera consenti, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur la conclusion ou la gestion du contrat.

CG29 DIVISIBILITÉ

29.1 Si l'une quelconque des dispositions du contrat est déclarée invalide, illégale ou inapplicable par un tribunal compétent, cette disposition sera retirée du contrat et toutes les autres dispositions du contrat demeureront en vigueur et applicables.

CG30 DROITS D'AUTEUR

30.1 Dans cette section,

30.1.1 « Matériel » comprend tout ce qui est créé ou élaboré par l'entrepreneur dans le cadre des travaux en vertu du contrat, et pour quoi subsistent des droits d'auteur, mais cela ne comprend pas les programmes informatiques et la documentation sur les logiciels connexes;

30.1.2 « Droits moraux » a la même signification que dans la *Loi sur le droit d'auteur*, L.R.C. (1985), ch. C-42.

30.2 En ce qui concerne le matériel, les droits d'auteur seront dévolus au Canada et l'entrepreneur incorporera dans tout le matériel le symbole des droits d'auteur et l'avis suivant :

30.3 SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA (annéc).

30.4 Au moment de l'achèvement du contrat, ou à un autre moment à la demande de l'entrepreneur ou du Ministre, l'entrepreneur divulguera au Ministre, dans les moindres délais et de manière complète, tout le matériel créé ou élaboré dans le cadre du contrat.

30.5 Quand les droits d'auteur de tout le matériel sont dévolus au Canada en vertu du contrat, l'entrepreneur exécutera ces transferts et ceux des autres documents concernant le titre ou les droits d'auteur, selon les exigences du Ministre.

30.6 L'entrepreneur ne devra utiliser, copier, divulguer ou publier aucun matériel, sauf si cela est nécessaire pour l'exécution du contrat.

30.7 À la demande du Ministre, l'entrepreneur fournira au Canada, au moment de l'achèvement des travaux ou à un autre moment selon les exigences du Ministre, une renonciation écrite permanente aux droits moraux, établie sous une forme admissible par le Ministre par chacun des auteurs qui a contribué à l'élaboration du matériel.

30.8 Si l'entrepreneur est l'auteur du matériel, il renonce ici de manière permanente à ses droits moraux à l'égard du matériel.

CG31 CONFORMITÉ À LA POLITIQUE RELATIVE À L'UTILISATION ACCEPTABLE DU RÉSEAU

31.1 L'entrepreneur doit en tout temps, au cours de l'exécution des travaux, se conformer à la Politique sur l'utilisation des réseaux électroniques du MAECD. Un entrepreneur qui ne se conforme pas aux conditions de la Politique peut s'exposer à la résiliation du contrat aux termes de la clause CG8.

CG32 TRAITEMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

32.1 L'entrepreneur reconnaît que le MAECD est lié par la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, L.R.C. (1985), ch. P-21, en ce qui a trait à la protection des renseignements personnels telle qu'elle est définie dans cette *Loi*. L'entrepreneur gardera privés et confidentiels tous les renseignements personnels recueillis, créés ou traités par ses soins dans le cadre du contrat et ne les utilisera pas, ne les copiera pas, ne les divulguera pas, ne s'en départira pas et ne les détruira pas, sauf conformément à la présente clause et aux dispositions relatives à l'exécution du contrat. Tous ces renseignements personnels sont la propriété d'Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada et l'entrepreneur n'aura pas de droits sur cette information. Au moment de l'achèvement ou de la résiliation du contrat ou à tout moment antérieur, selon les exigences du Ministre, l'entrepreneur devra remettre à Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada tous les renseignements personnels, qu'elle qu'en soit la forme, notamment tous les documents de travail, notes, mémoires, rapports, données lisibles par machine ou autrement, ainsi que la documentation qui a été élaborée ou obtenue en rapport avec le présent contrat. Au moment de la remise des renseignements personnels à Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada, l'entrepreneur n'aura pas le droit de retenir cette information sous quelque forme que ce soit et devra s'assurer qu'aucun dossier de renseignements personnels ne reste en sa possession.

CG33 LANGUE

33.1 La langue de communication entre Sa Majesté et l'entrepreneur sera l'anglais ou le français.

CG34 DIVULGATION PROACTIVE

Le gouvernement du Canada s'est engagé à divulguer publiquement tous les marchés auxquels il est partie pour des montants supérieurs à 10 000 dollars, avec seulement des exceptions très limitées, comme dans le cas de marchés qui touchent la sécurité nationale. Ces exigences couvrent les marchés concernant les produits et services. L'une des conditions du présent contrat est que l'information liée aux éléments de données suivants qu'il contient – nom du vendeur, numéro de référence, date du contrat, description des travaux, période de contrat ou date de livraison, valeur du marché – sera recueillie et affichée dans le site intranet ministériel :

<http://www.facaec.gc.ca/departement/disclosure/menu-fr.asp>. L'information qui serait normalement

retenue en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* n'apparaîtra pas dans ce site Web. Cette « divulgation publique » vise à assurer que l'information continue dans le contrat est recueillie et présentée uniformément dans l'ensemble du gouvernement, et d'une manière qui favorise la transparence et facilite l'accès public.

CG35 SANTÉ ET SÉCURITÉ

En remplissant ses obligations aux termes du présent marché, l'Entrepreneur veille à ce que ses employés et ses représentants disposent de tous les vêtements et

équipements de sécurité requis pour accomplir les travaux demandés.

L'Entrepreneur s'assure également que ses employés et ses représentants respectent tous les règlements, normes et procédures de santé et de sécurité

pertinents et en vigueur localement, qu'ils ont reçu la formation nécessaire concernant tous les équipements de sécurité imposés par la législation locale, et qu'ils se servent de ces équipements dans l'accomplissement des travaux demandés.

APPENDICE « A » – ÉNONCÉ DES TRAVAUX (ET)

1. CLIENT / UTILISATEUR CONCERNÉ

Le client est Sa majesté la Reine aux droits du Canada telle que représentée par le Ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada (MAECD).

2. CONTEXTE

Le complexe de l'ambassade du Canada au Japon (chancellerie, résidence officielle, Cour du Canada) a été construit en 1991 et avait en 2008 une valeur estimée à 8 600 000 000 JPY (111 542 000 \$CAN). Actuellement, le complexe est exploité selon un arrangement complexe (« L'entente-cadre ») qui inclut le Canada, des investisseurs, un développeur, un fiduciaire et un gestionnaire d'immeubles (la Mitsubishi UFJ Trust Bank en association avec Shimizu Corporation).

Le Canada détient actuellement la portion chancellerie (52,5 % de l'immeuble) sous le titre de condominium et loue la portion restante (la « portion excédentaire », soit 47,5 % de l'immeuble). Le Canada entrera en possession de la portion excédentaire en 2021, selon des modalités acceptées par l'ensemble des parties. L'entente de location arrivera à échéance en mars 2021. En juillet 2018, 30 % de la partie de la chancellerie était inoccupée (15,75 %), de sorte qu'environ 60 % de l'ensemble de la structure serait vacant en mars 2021.

À Tokyo, le Canada est propriétaire de la résidence officielle et des logements du personnel situés sur le site, appelé la Cour du Canada, ainsi que de deux autres immeubles du personnel situés à l'extérieur du site, soit dans les quartiers Azuba et Aoyama. Le Canada est en voie de vendre l'immeuble situé dans le quartier Motoyoyogu.

Une étude de faisabilité est en cours d'élaboration, laquelle fait l'objet d'un délai d'achèvement serré, à savoir septembre 2019. Cette étude doit présenter une évaluation détaillée des options liées à l'avenir du portefeuille afin de trouver la solution qui répond le mieux aux besoins immobiliers du Canada à Tokyo selon un avenir prévisible.

La **chancellerie** a été conçue dans les années 1980 par l'architecte Raymond Moriyama. Construit selon une entente de PPP, et sis sur l'avenue Aoyama, dans l'arrondissement de Minato, à Tokyo, l'immeuble est entré en service en 1991. Sa superficie brute est de 36 318 m². L'adresse officielle est Akasaka 7-chome, Minato-ku. La chancellerie occupe les niveaux supérieurs de l'immeuble, tandis que les niveaux inférieurs sont loués à des commerçants. Étant donné que l'immeuble est maintenant vieux de 27 ans, il devra faire l'objet de réparations/d'améliorations d'envergure à la suite de l'échéance de l'accord-cadre en 2021, notamment sur les plans de la protection sismique et de la sécurité. La propriété est située juste en face de l'enceinte du palais impérial, dans l'arrondissement de Minato, à Tokyo. Cet emplacement ainsi qu'une loi adoptée en 1979 imposent des limites strictes relativement à la hauteur de l'immeuble et au volume des structures potentielles sur la propriété. Les terrains 167-1 et 16 sont en propriété franche. Le bail du terrain 167-2 est enregistré par Mitsubishi Trust Bank K.K., qui a confié les intérêts du bail à une fiducie bénéficiaire jusqu'au 28 mars 2021, date à laquelle la propriété reviendra au Canada.

L'espace à l'intérieur de la chancellerie est désigné comme suit :

• Activités de la chancellerie	7 864 m ²
• Espace de représentation de la chancellerie	4 275 m ²
• Superficie utilisée pour les activités des partenaires	13 993 m ²
• Services de l'immeuble	8 626 m ²
• Stationnement	1 560 m ²
Total	36 318 m²

La distribution et la ségrégation des équipements techniques de base de l'immeuble suivent des modèles différents. Par exemple, le système de distribution est un système pour l'ensemble du complexe.

La plus récente évaluation de l'état (Rapport sur l'état des immeubles) a été réalisée en 2004. Compte tenu du temps qui s'est écoulé depuis cette évaluation, il faut adopter une approche saine pour ces enquêtes afin d'établir le nouveau document de référence. Les évaluations aux fins de la prise de décisions stratégiques sont habituellement effectuées tous les cinq (5) ans.

Les conditions relatives au site pouvant avoir une incidence sur ce projet comprennent, sans toutefois s'y limiter, les suivantes :

- Respect de la loi japonaise sur les normes de construction et de tous les documents connexes;
- Loi japonaise sur la santé et la sécurité au travail;
- Lois et règlements sur la santé et la sécurité;
- Les exigences du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail;
- Code canadien du travail.

3. PORTÉE DES TRAVAUX

Le MAECD invite les cabinets d'experts-conseils qui ont des compétences dans les domaines de l'architecture ou du génie à soumettre des propositions pour un seul contrat. Le promoteur retenu devra fournir une gamme de services tels qu'indiqués dans le présent énoncé des travaux (EDT) pour le projet à l'emplacement désigné. Le promoteur doit être admissible et disposé à travailler avec des experts-conseils accrédités au Japon, puisque la majorité des informations du système de base de l'immeuble et tous les systèmes et rapports informatisés de gestion de l'immeuble seront fournis en japonais.

Le MAECD exige que l'entrepreneur soit responsable de la prestation des services suivants pour les trois (3) phases présentées ci-dessous :

- a. La première phase comprend la production d'un **rapport de niveau 2 sur l'état de l'immeuble de la chancellerie** afin d'établir un document de référence. Un rapport de niveau 2 sur l'état d'un immeuble sert à établir un bon document de référence contenant des renseignements techniques et financiers détaillés sur l'immobilisation visant la prestation des services requis, tels qu'ajustés avec des notes précises, afin de fournir des nuances à l'activité identifiée. Le rapport servira à produire une analyse de toutes les options viables pour le réaménagement du portefeuille de l'enceinte de l'ambassade de Place Canada.
- b. La deuxième phase (optionnelle) comprend la prestation de services consultatifs à l'appui de l'élaboration d'une **analyse des options** menant à la sélection de deux options d'aménagement in situ.
- c. La troisième phase (optionnelle) comprendrait la réalisation de **certaines enquêtes de niveau 3** au cas où certains systèmes de base de l'immeuble s'avèreraient nécessiter des réparations d'urgence ou susciteraient des préoccupations après la production du rapport de niveau 2 de la phase 1. Selon l'ensemble des travaux requis et un examen approfondi de l'emplacement et des systèmes de l'immeuble, le promoteur doit soumettre au MAECD toute conclusion concernant la nécessité de réaliser des études supplémentaires (niveau 3) et tous les coûts associés. Le MAECD prendra la décision la plus rentable et la plus prudente en ce qui concerne l'évaluation de la criticité de l'actif. Le MAECD confirmera la nécessité de poursuivre des études supplémentaires (niveau 3), et le promoteur recevra l'instruction officielle de mettre en œuvre et de présenter le document d'évaluation, y compris toutes les études de niveau 3 cernées.

Les services requis comprennent des conseils éclairés dans les domaines suivants :

- a. Génie mécanique
- b. Génie électrique
- c. Construction civile
- d. Conseils en architecture
- e. Conseils en économie de la construction
- f. Soutien administratif

Le MAECD reconnaît que l'exécution de la portée des travaux prévus est quelque peu ambitieuse pour le niveau d'information requis. Toutefois, le rapport documenté appuiera directement la présentation subséquente au Conseil du Trésor afin de respecter la date de fin de l'entente-cadre, ce qui facilitera la réversion du bail foncier et le transfert du titre au Canada.

Le promoteur doit donc planifier les effectifs nécessaires pour respecter les échéanciers en s'attendant à ce qu'il n'y ait pas de possibilité de retards approuvés par le client. L'immeuble doit faire l'objet d'un examen en vue d'une évaluation globale de l'état de l'immeuble afin que les décisions futures puissent être prises en tenant compte de toutes les répercussions relatives à tous les événements prévus dans son cycle de vie.

4. ADMINISTRATION DU PROJET

Les exigences administratives ci-après s'appliquent pendant toutes les phases de la réalisation du projet et seront applicables à l'ensemble du contrat.

4.1. Coordination avec le MAECD et SPAC

Le gestionnaire de projet affecté au projet est le représentant du Ministère.

Le gestionnaire de projet s'occupe directement du projet et doit répondre de son avancement. Il assure le lien entre le promoteur et le MAECD.

Le MAECD administre le contrat et le gestionnaire de projet de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) gère le projet et exerce un contrôle continu sur les services fournis par le promoteur pendant toutes les phases de l'élaboration.

Sauf indication contraire du gestionnaire de projet, le promoteur doit satisfaire à toutes les exigences du gouvernement fédéral et obtenir toutes les approbations nécessaires pour la réalisation des travaux.

Le promoteur doit :

1. Fournir des services conformément aux documents approuvés et aux instructions données par le gestionnaire de projet.
2. S'assurer que toutes les communications portent le titre du projet, le numéro du projet et le numéro de dossier du MAECD.
3. Signaler au gestionnaire de projet toutes les modifications qui pourraient influencer sur le calendrier ou le budget, ou qui sont contraires aux instructions ou aux approbations écrites antérieurement données. Expliquer en détail l'étendue et les raisons des modifications, et obtenir une approbation écrite avant de les apporter.

4.2. Coordination avec les sous-experts-conseils

Le promoteur doit assurer la coordination et assumer la responsabilité de la prestation des services en temps opportun de tous les sous-experts-conseils et spécialistes dont il a retenu les services, à toutes les phases du projet.

Le promoteur doit :

- (a) fournir au représentant du Ministère, le nom des autres sous-experts-conseils avec lesquels il a l'intention de conclure des ententes relativement à certains des services et, sur demande, lui fournir les détails des modalités de ces ententes, les services à fournir en vertu de ces ententes ainsi que les titres de compétence et les noms des employés des sous-experts-conseils proposés;
- (b) incorporer dans toute entente conclue avec les sous-experts-conseils les dispositions de cette demande de propositions qui s'appliquent aux responsabilités de chacun d'eux;
- (c) suivant un avis écrit de la part d'un sous-expert-conseil avec lequel il a signé un contrat direct, informer le sous-expert-conseil de ses obligations envers lui, en application de la présente demande de propositions.

Le représentant du Ministère peut s'opposer à l'embauche d'un sous-expert-conseil dans les six (6) jours suivant la réception d'un avis, et le promoteur doit, après avoir été avisé de cette opposition, renoncer à conclure une entente avec ce sous-expert-conseil.

Ni l'entente conclue avec un sous-expert-conseil, ni l'approbation d'une telle entente par le représentant du Ministère ne pourront avoir pour effet de libérer le promoteur des obligations qu'il assume aux termes de cette demande de propositions, ni d'imposer une quelconque responsabilité au Canada.

4.4. Voies de communication

Le promoteur ne doit communiquer qu'avec le gestionnaire de projet à la fréquence et selon les modalités établies par ce dernier. Il ne doit pas communiquer avec les ministères clients à moins que le gestionnaire de projet l'y autorise par écrit.

4.5. Médias

Le promoteur ne doit pas répondre aux demandes de renseignements relatives au projet ni aux questions des médias. Les demandes de cette nature sont acheminées au gestionnaire de projet.

4.6. Réunions

Le promoteur doit assister à toutes les réunions à la demande du représentant du Ministère. Ces réunions comprendront toutes les rencontres entre les représentants et les experts-conseils du MAECD.

Le promoteur devrait prévoir au moins une réunion par semaine pendant toute la durée du projet. Ces réunions se tiendront à Ottawa, Canada, soit en personne, soit par vidéoconférence ou téléconférence. Sauf indication contraire ou approbation du gestionnaire de projet, les déplacements ne sont pas autorisés pour assister aux réunions hebdomadaires.

4.7. Délai de réponse dans le cadre du projet

Le promoteur doit être personnellement disponible pour assister aux réunions et répondre aux demandes de renseignements dans un délai d'au plus sept (7) jours ouvrables après la demande, à compter de la date d'attribution du contrat du promoteur jusqu'au jour de la livraison des documents ou des fichiers définitifs.

En ce qui concerne l'accès au site et les exigences relatives à la sécurité, le promoteur doit fixer les dates et les heures d'accès au site au moins un (1) mois à l'avance et suivre les procédures suivantes :

- Les demandes de visites sont présentées au représentant du Ministère de SPAC qui, à son tour, informe l'agent de projet désigné du MAECD. Une visite coordonnée conjointement est effectuée avec le gestionnaire immobilier d'Affaires mondiales Canada (AMC) sur place. Toutes les visites peuvent être interrompues ou reportées en raison d'activités imprévues au même moment à la chancellerie.
- Aucune autorisation de sécurité n'est requise puisque le client assure l'escorte d'accès au site.
- En ce qui concerne l'accès général au site, le promoteur doit effectuer les travaux liés au site du lundi au vendredi durant les heures de travail prévues par l'agent de projet du MAECD. Toute autre période d'accès sera déterminée en consultation avec le représentant de SPAC et l'agent de projet du MAECD.

4.8. Norme de diligence

Durant l'exécution des services, le promoteur doit fournir et soutenir le niveau d'attention, de compétence et de diligence requis selon les pratiques professionnelles reconnues et les procédures mises en place par les organismes professionnels pour la prestation de ces services, au moment et à l'endroit où ces derniers sont exécutés.

4.9. Calendrier général

Le promoteur doit :

- a. soumettre rapidement à l'approbation du représentant du Ministère, selon le format prescrit, un calendrier général détaillé en fonction de la taille et de la complexité du projet;
- b. se conformer au calendrier général approuvé et, s'il faut y apporter des changements, indiquer au représentant du Ministère l'importance et les raisons de ces changements en vue d'obtenir l'approbation de ce dernier.

4.10. Renseignements relatifs au projet, décisions, acceptations et approbations

Le représentant du Ministère doit rapidement fournir les renseignements concernant le projet, les décisions et les instructions écrites, y compris les acceptations et les approbations liées aux services fournis par le promoteur.

Toute acceptation ou approbation par le représentant du Ministère, expresse ou implicite, n'est pas réputée libérer le promoteur de sa responsabilité professionnelle ou technique pour les services qu'il fournit.

4.11. Changements relatifs aux services

Le promoteur doit :

- (a) apporter des changements aux services à exécuter aux fins du projet, y compris des changements qui pourraient avoir pour effet d'accroître ou de réduire la portée initiale des services, lorsque le représentant du Ministère lui en fait la demande par écrit;
- (b) avant de procéder à ces changements, aviser le représentant du Ministère des conséquences que ces changements peuvent ou pourraient avoir sur le coût estimatif de construction, les honoraires exigibles, le calendrier général et toute autre question liée au projet.

4.12. Codes, règlements, licences et permis

Le promoteur doit se conformer à l'ensemble des lois, codes et règlements applicables à l'exploitation des systèmes de l'immeuble.

Concernant la phase 2 (optionnelle), le promoteur doit, lorsque cela est nécessaire, examiner l'exploitation du système de l'immeuble avec les autorités publiques compétentes aux fins de demande et d'obtention des consentements, approbations, licences et permis nécessaires au projet.

4.13. Dotation en personnel

Sur demande, le promoteur doit soumettre à l'approbation du représentant du Ministère le nom, l'adresse, les compétences et l'expérience ainsi que les fonctions prévues de toutes les personnes, y compris les cadres, qu'il engagera en vue d'exécuter les services décrits dans la demande de propositions. Sur demande, il doit également soumettre à l'approbation du représentant du Ministère toute modification ultérieure à cet égard.

5. PHASE 1 – EXIGENCES DU PROJET – REI DE NIVEAU 2

L'entrepreneur est responsable de la production du REI de niveau 2 requis, conformément aux exigences détaillées du document « Phase 1 – Exigences détaillées du REI de niveau 2 ».

Dans le cadre de cette évaluation, le promoteur doit obtenir des renseignements pertinents sur l'actif en assistant aux réunions initiales prévues avec le gestionnaire de projet de SPAC, l'agent de projet désigné par le MAECD et d'autres intervenants du ministère, afin d'offrir des commentaires pertinents. Les discussions devraient se limiter aux renseignements relatifs aux problèmes techniques et aux domaines où l'on perçoit une amélioration du rendement de l'immeuble. Cet apport technique est essentiel à la réussite de l'évaluation de la chancellerie.

6. LIVRABLES ET CALENDRIER

Différents services sont requis en vertu de ce contrat, chacun comportant des livrables différents. La langue du rapport sera l'anglais, et les droits d'auteur applicables au rapport sont la propriété de Sa Majesté la Reine du chef du Canada.

Les services sont les suivants :

- a) Phase 1 – Rapport sur l'état de l'immeuble de la chancellerie – REI de niveau 2 – prix fixe.
 - i. Le MAECD a besoin de cinq (5) copies du rapport définitif, ainsi que d'une version électronique (en format Word ou PowerPoint, PDF d'Adobe Acrobat, y compris tous les renseignements et toutes les signatures que l'on trouve dans les copies papier).
 - ii. Le MAECD exige le téléchargement des renseignements de la REI de niveau 2 dans son portefeuille autorisé VFA pour Tokyo : les détails sont fournis dans l'EDT.
- b) Phase 2 (optionnelle) – L'analyse des options portera sur les services horaires associés à :
 - i. La participation aux réunions à la chancellerie de Tokyo, en personne ou par vidéoconférence,
 - ii. La fourniture de renseignements par courriel au directeur de projet ou au représentant désigné à Tokyo,
 - iii. La langue de correspondance sera l'anglais.
 - iv. La phase 2 commencera à l'achèvement du rapport de données brutes, à 16 semaines de l'attribution du contrat, avec un rapport préalable au rapport définitif à 27 semaines et un rapport définitif à 31 semaines.
 - v. Le MAECD a besoin de deux (2) copies du rapport définitif, ainsi que d'une version électronique (en format Word ou PowerPoint, PDF d'Adobe Acrobat, y compris tous les renseignements et toutes les signatures que

l'on trouve dans les copies papier). Les versions AutoCad pourraient être remises sur le site de base de données du Canada.

- c) Phase 3 (optionnelle) – **Enquêtes choisies de niveau 3** – portera sur les services horaires associés à :
- i. la participation aux réunions à la chancellerie de Tokyo, en personne ou par vidéoconférence,
 - ii. la fourniture de renseignements par courriel au directeur de projet ou au représentant désigné à Tokyo, et
 - iii. la langue de correspondance, soit l'anglais.
 - iv. La phase 3 commencera à 25 semaines de l'attribution du contrat, avec un rapport préalable au rapport définitif à 30 semaines et un rapport définitif à 35 semaines, ou selon les dispositions négociées par les deux parties dans le cas où plus d'une enquête est nécessaire.
 - v. Le MAECD a besoin de deux (2) copies du rapport définitif, ainsi que d'une version électronique (en format Word ou PowerPoint, PDF d'Adobe Acrobat, y compris tous les renseignements et toutes les signatures que l'on trouve dans les copies papier). Les versions AutoCad pourraient être remises sur le site de base de données du Canada.

7. DOCUMENTS DE MAECD

Les rapports sur l'état antérieur, les dessins définitifs, les rapports ou les études sur les systèmes seront accessibles, mais il se peut qu'ils ne soient pas disponibles en anglais ou en format électronique. Ces documents seront transmis à l'entrepreneur au moyen d'une base de données partagée au moment de l'attribution du contrat.